

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

SOCIETE REUNIONNAISE DE FINANCEMENT – SOREFI

Société Anonyme au capital de 13 660 290 €.
Siège social : 5, rue André Lardy, 97 438 Sainte Marie, La Réunion
313 886 590 – R.C.S. Saint-Denis de la Réunion

Comptes sociaux au 31 décembre 2016 approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 30 mai 2017

I. — Bilan au 31 décembre 2016

(En Euros)

Actif	Notes	Au 31.12.16	Au 31.12.15
Caisse, banques centrales, C.C.P.		0	0
Créances sur les établissements de crédit	10 - 11	646 923	855 304
- <i>A vue</i>		646 923	855 304
Opérations avec la clientèle	8 - 11	276 555 074	264 868 960
- <i>Concours à la clientèle</i>		248 321 369	240 973 340
- <i>Comptes débiteurs</i>		28 233 705	23 895 620
Parts dans les entreprises liées		300	300
Crédit-bail et location avec option d'achat	12	98 998 546	80 196 306
Location simple	12	17 545 417	15 811 298
Immobilisations incorporelles	9	1 221	1 636
Immobilisations corporelles	9	273 951	314 123
Autres actifs	13	7 315 855	4 866 292
Comptes de régularisation	14	2 594 291	3 759 639
Total de l'actif		403 931 577	370 673 857

Passif	Notes	Après Répartition (1) Au 31.12.16	Au 31.12.16	Au 31.12.15
Dettes envers les établissements de crédit	10 - 11	0	0	3 200
- <i>A vue</i>		0	0	3 200
- <i>A terme</i>		0	0	0
Opérations avec la clientèle	10 - 11	294 050 321	294 050 321	240 131 707
- <i>A vue</i>		1 294 642	1 294 642	1 406 957
- <i>A terme</i>		292 755 679	292 755 679	238 724 750
Autres passifs	13	16 951 652	16 951 652	13 907 036
Comptes de régularisation	14	5 796 611	5 796 611	5 002 212
Provisions	15	14 615 042	14 615 042	9 603 216
Fonds pour risques bancaires généraux		419 235	419 235	419 235
Dettes subordonnées	16	0	0	28 800 567
Capitaux propres hors FRBG		72 098 717	72 098 717	72 806 684
- <i>Capital souscrit</i>	17	12 294 255	12 294 255	12 294 255
- <i>Primes de fusion et d'apport</i>	17	47 213 087	47 213 087	47 213 087
- <i>Réserves</i>	17	1 347 974	1 347 974	856 440
- <i>Report à nouveau</i>	17	11 243 401	11 951 368	6 471 001
- <i>Résultat de l'exercice</i>		0	-707 967	5 971 902
Total du passif		403 931 577	403 931 577	370 673 857

(1) Sous réserve d'approbation des propositions d'affectation du résultat par l'assemblée générale

Hors-bilan au 31 décembre 2016

Eur	Au 31.12.16	Au 31.12.15
Engagements donnés		
Engagements de financement en faveur de la clientèle (1)	751 167	6 428 476
Engagements reçus		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle (2)	10 131 977	8 976 408
<i>(1) Les engagements en faveur de la clientèle correspondent aux ouvertures de crédits consentis non utilisés</i>		
<i>(2) Il s'agit des engagements de rachat des immobilisations louées</i>		

II. — Compte de résultat au 31 décembre 2016

Eur	Notes	Au 31.12.16	Au 31.12.15
Intérêts et produits assimilés		16 177 962	17 599 489
- <i>Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit</i>	3	7 678	8 976
- <i>Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle</i>	2	16 170 284	17 590 513
Intérêts et charges assimilées		- 7 318 391	- 3 007 027
- <i>Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit</i>	3	- 2 335	- 8 073
- <i>Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle</i>	2	- 7 316 057	- 2 998 954
Revenus des titres à revenu variable	2	0	0
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	2	41 249 408	38 216 401
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	2	- 31 887 818	- 30 874 265
Produits sur opérations de location simple	2	7 751 885	8 561 554
Charges sur opérations de location simple	2	- 6 289 664	- 6 531 496
Commissions (produits)	2	4 716 171	4 821 581
Commissions (charges)	2	- 7 285 006	- 5 491 623
Autres produits d'exploitation	6	4 072 072	3 888 337
Autres charges d'exploitation	6	- 121 660	- 2 062 268
Produit net bancaire		21 064 960	25 120 683
Charges générales d'exploitation		- 17 926 232	- 17 939 546
- <i>Frais de personnel</i>	6	- 7 872 738	- 7 574 780
- <i>Autres frais administratifs</i>	6	- 10 053 494	- 10 364 765
Dotations aux amortissements et aux dépréciations			
Sur immobilisations incorporelles et corporelles		- 131 345	- 33 702
Résultat brut d'exploitation		3 007 383	7 147 435
Coût du risque	4	- 1 393 027	2 142 931
Résultat d'exploitation		1 614 356	9 290 366
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	5	51 467	- 46 189
Résultat courant avant impôt		1 665 823	9 244 178
Impôt sur les bénéfices	7	- 2 373 790	- 3 272 276
Résultat net		- 707 967	5 971 902

III. — Affectation du résultat

Constatant que le résultat de l'exercice 2016 est une perte de 707.967,31 euros, l'assemblée générale décide de porter le résultat de l'exercice au poste report à nouveau.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'assemblée générale prend acte que la société n'a procédé à aucune distribution de dividendes au titre des trois exercices précédents, hormis la distribution du dividende décidée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 1er août 2014.

Le dividende a été versé comme suit :

– Constatant qu'il existait un compte « *Report à Nouveau* » d'un montant de 35 234 937 euros et une réserve générale d'un montant de 1 029 021 euros, soit un montant distribuable de 36 263 958 euros, il a été versé la somme de 36 263 498,82 euros à titre de dividende entre les associés et, conformément aux statuts comme suit :

- Au commandité à hauteur de 10%, Soit 3 626 349,88 euros
- Aux commanditaires à hauteur de 90%, Soit 32 637 148,94 euros, correspondant à un dividende de 39,82 euros par action.

– Constatant que le montant des primes distribuables, réservées aux associés commanditaires, conformément aux dispositions de l'article 28 des statuts, est de 90 956 046 euros, l'assemblée générale des commanditaires décide, sur proposition de la gérance, une distribution exceptionnelle de primes aux associés commanditaires, d'un montant de 43 742 959, 29 euros par prélèvement d'une somme de :

- 41 975 939,89 euros sur Le compte « *Prime de fusion* »
- 1 767 019,40 euros Sur le compte « *Prime d'apport* »

soit un dividende par action de 53,37 euros.

L'assemblée générale prend acte en outre que la Société a supporté une charge d'impôt sur les sociétés de 20 647,21 euros au titre de l'article 39-4 du Code Général des Impôts au cours de l'exercice écoulé.

Cette décision est adoptée à l'unanimité.

IV. — Annexes aux comptes sociaux

Note 1 : principales règles d'évaluation et de présentation

1. Présentation des comptes

Les comptes individuels de Sorefi ont été établis conformément au règlement des Normes Comptables Numéro 2014-07 du 26 novembre 2014.

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

Sorefi S.C.A présente des notes annexes qui complètent et commentent l'information financière donnée par le bilan, le compte de résultat et le hors bilan.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

2. faits marquants de l'exercice

2.1. Cession de GE Money Bank et des entités GE Money Outre-Mer (Projet Vermeer)

Dans le cadre du désengagement au niveau mondial de GE, de ses activités de financement opérées sous la marque GE Capital S.A.S (le vendeur), un contrat « *Sale Purchase Agreement* » a été signé le 27 septembre 2016, entre GE Capital SAS et la société Promontoria France Holding S.A.S. (l'acquéreur) portant sur l'acquisition de Sorefi S.C.A.

2.2. Intégration fiscale

A compter du 1er janvier 2016 et à titre rétroactif Général Electric Financement Pacifique S.A.S a intégré le nouveau périmètre d'intégration fiscal dont GEC S.A.S. est la société mère.

2.3. Remboursement de la dette intragroupe

La dette subordonnée vis-à-vis de GEC S.A.S. de 28,8 millions d'euros a été totalement remboursée au 31 décembre 2016. Par ailleurs, les indemnités de remboursement par anticipation sur les dettes intragroupes non remboursées au 31 décembre 2016 ont été provisionnées dans les comptes à hauteur de 3 millions d'euros.

3. changement de méthode comptable

Il n'y a pas eu de changement de méthode comptable au cours de l'exercice 2016.

4. principes comptables et méthodes d'évaluation

— Opérations de crédit-bail et de location simple

Propriétaire des matériels qu'elle donne en crédit-bail et en location simple, la société les inscrit en immobilisations, à l'actif de son bilan, pour leur coût d'acquisition.

Les biens détenus font l'objet majoritairement d'un amortissement linéaire et pour une partie non significative de l'encours d'un amortissement dégressif. La durée d'amortissement retenue est la durée normale d'utilisation des biens concernés. Les véhicules sont amortis linéairement sur une durée de 5 ans depuis juin 2015, stock antérieur est amorti sur une durée 4 ans.

Les moins-values comptables de cessions sont comptabilisées dans les charges sur opérations de crédit-bail.

— Immobilisations temporairement non-louées :

Le compte des immobilisations temporairement non-louées regroupe l'ensemble des matériels dont le contrat a été résilié ou est arrivé en fin de période de location. La valeur nette des immobilisations temporairement non louées fait l'objet d'une dépréciation à 100%.

— Comptabilité financière :

Pour les besoins de la consolidation du groupe GEC S.A.S., la société Somafi-Soguafi S.C.A. réalise une liasse de consolidation en normes comptables françaises sur la base d'une vision économique (Comptabilité financière).

L'encours financier correspond au capital restant dû à la date de la dernière échéance facturée autrement dit à l'investissement réalisé, c'est-à-dire au prix d'acquisition, hors taxes récupérables, du matériel loué figurant en immobilisation de crédit-bail et de location simple à l'actif du bilan.

L'amortissement financier correspond à la part du loyer hors taxe affectée à l'amortissement du montant initial financé après rémunération à un taux d'intérêt déterminé du capital restant dû.

La différence entre le résultat comptable et le résultat financier issu de la comptabilité financière constitue la réserve latente ou marge financière. La note 8 Bis décrit le passage du bilan social au bilan financier, justifiant ainsi la marge financière.

— Créances sur la clientèle

Les crédits à la clientèle sont répartis selon la nature des concours : comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle avec une segmentation sur la base d'attributs en deux grandes catégories, le financement aux particuliers et aux entreprises d'une part et la location d'autre part.

Les créances sur la clientèle sont, ventilées entre encours sains et encours douteux. Par ailleurs, les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées.

Dans le financement aux particuliers et aux entreprises, nous distinguons :

- Le crédit Vente à Terme (VAT) ;
- Le crédit automobile ;
- L'équipement des ménages ;
- Les prêts personnels ;
- Le crédit renouvelable.

Dans la location automobile, nous distinguons :

- Pour les entreprises : La Location Longue Durée et le Crédit-Bail ;
- Pour les particuliers : La Location avec Option d'Achat.

Conformément au CRC 2009-03, les commissions reçues à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours, ainsi que les coûts marginaux de transaction sont étalés, suivant la méthode linéaire, sur la durée de vie effective du crédit. L'étalement est porté en produit net d'intérêt dans le Produit Net Bancaire (PNB). Les commissions et coûts de transaction faisant l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

— Créances saines

Les créances saines sont celles qui, lors de l'analyse périodique qui est réalisée par la société, ne présentent pas de risque de non recouvrement et dont les échéances impayées sont inférieures ou égales à trois mois.

— Créances douteuses

Sorefi S.C.A. applique la réglementation définie par le règlement CRC n° 2002-03 relatif au traitement comptable du risque de crédit modifié par le règlement n° 2005-03 du 3 novembre 2005 et par le règlement n° 2007-06 du 14 décembre 2007. Ce règlement précise qu'une créance est déclassée en créance douteuse lorsqu'elle présente une des caractéristiques suivantes :

- Un risque probable ou certain de non recouvrement (impayés depuis plus de trois mois en matière de crédit et crédit-bail mobilier) ;
- Un risque avéré sur la contrepartie (dégradation de la situation financière, procédure d'alerte) ;
- L'existence d'une procédure contentieuse.

Le classement pour une contrepartie donnée des encours en encours douteux entraîne par « Contagion » un classement identique de la totalité de l'encours et des engagements relatifs à cette contrepartie, indépendamment de l'existence d'une garantie.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Il doit faire l'objet d'une dépréciation d'un montant approprié prenant en compte l'existence d'une éventuelle garantie. Les encours douteux compromis sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux. L'identification en encours douteux compromis intervient nécessairement au plus tard à la échéance du terme. Le classement d'un encours douteux en encours douteux compromis n'entraîne pas la « Contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné, et l'encours porté à nouveau en encours sain, lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondants aux échéances contractuelles d'origine.

— Créances restructurées

Les créances restructurées sont des créances dont les conditions de remboursement ont été modifiées à des conditions afin d'alléger les mensualités, soit à la demande du client pour une renégociation de taux ou de durée consécutif à une situation financière dégradée pour le client, soit suite à un jugement en application de la loi Niertz.

Les créances restructurées du fait de la situation financière d'un débiteur peuvent également être à nouveau inscrites en encours sain dans une sous-catégorie spécifique jusqu'à leur échéance finale. Après retour en encours sain, lorsque le débiteur ne respecte pas les échéances fixées, les encours sont immédiatement déclassés en encours douteux. Au 31 décembre 2016, le montant des encours restructurés est de 4.728.359 €

— Dépréciations

Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en appliquant un taux de dépréciation déterminé sur la base d'un taux de récupération, dont le calcul est fondé sur un historique de données collectées dans le temps et en tenant compte de la valeur du bien, soit pour les encours composés de petites créances sur une base statistique.

Elles sont déterminées selon une fréquence mensuelle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles.

Les courbes utilisées pour déterminer les dépréciations sur les encours douteux sont les suivantes :

- Une segmentation « Particuliers » pour les VAT et pour les prêts personnels.
- Une segmentation « Entreprises » pour les entreprises classiques et pour les entreprises dites Loi Girardin.
- Une segmentation pour le crédit renouvelable.

Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés selon le taux effectif.

Les dotations et reprises sur dépréciation des créances, de même que les charges couvertes par cette dépréciation figurent au compte de résultat parmi les éléments relatifs au coût du risque pour la fraction en capital des créances et sous les rubriques « *Intérêts et produits assimilés* » pour la partie intérêts des créances.

Le fait déclencheur du passage en pertes des créances correspond à l'événement justifiant comptablement et fiscalement le passage en pertes. Le passage en pertes est la conséquence de la preuve de l'irrécouvrabilité de la créance. Il en résulte sur le plan comptable, sa constatation en perte et la sortie du bilan de la créance comptable. Cette sortie s'accompagne le cas échéant par la reprise de provision rattachée à la créance.

Les créances sur la clientèle figurent au bilan pour leur montant net de dépréciations. Les dépréciations affectées, appréciées en fonction de la probabilité de perte finale, sont portées en déduction du poste de l'actif correspondant.

Au passif du bilan, sont inscrites les provisions concernant les engagements par signature ainsi que les provisions destinées à couvrir le risque de non recouvrement constituées dès l'octroi des financements sur la clientèle.

— **Provision sur portefeuilles homogènes**

En plus des dépréciations spécifiques présentées ci-dessus, la société comptabilise au passif du bilan une provision pour risque de crédit identifié, sur la base de portefeuille d'encours homogène et fondée sur les informations disponibles permettant d'anticiper un risque de défaillance et de perte à l'échéance.

— **Provision pour marge financière négative**

Lorsque la marge financière afférente aux opérations de crédit-bail et aux opérations assimilées est négative, une provision est constituée dans les comptes sociaux, inscrite au passif du bilan. Au 31 décembre 2016, aucune provision n'a été comptabilisée à ce titre.

— **Portefeuille titres**

— **Participation et parts dans les entreprises liées**

Les titres de participation correspondent aux titres à revenu variable qui donnent des droits dans le capital d'une entreprise de façon durable.

Les entreprises liées sont les entreprises susceptibles d'être incluses, par intégration globale, dans un même ensemble consolidable.

Ces titres sont comptabilisés à leur coût d'achat, hors frais. Les dividendes sont portés en compte de résultat dans la rubrique « *Revenus des titres à revenu variable* ». En fin d'exercice, l'évolution de la situation des sociétés concernées, leurs cours de bourse et leurs perspectives d'avenir conduisent, le cas échéant, à la constitution de provisions pour dépréciation. Les dotations liées aux dépréciations se rapportant à ces titres sont inscrites au compte de résultat à la rubrique « *Gains et pertes sur actifs immobilisés* ».

La valeur d'utilité peut notamment être appréciée en tenant compte de projections actualisées de résultat net ou de cash-flow.

— **Dettes envers les établissements de crédit**

Les dettes envers les établissements de crédit sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit. Les intérêts courus sur l'ensemble de ces dettes sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie d'un compte de charge.

— **Comptes créditeurs de la clientèle**

Les comptes créditeurs de la clientèle sont ventilés en fonction de leur durée initiale (à vue, à terme). La clientèle inclut la clientèle non financière et la clientèle financière.

— **Immobilisations**

Les immobilisations sont comptabilisées au bilan à leur coût d'acquisition ou, le cas échéant, à leur valeur d'apport.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée des immobilisations :

- Agencements et mobilier de bureau : 10 ans linéaire ;
- Matériels : De 3 à 5 ans linéaire ou dégressif lorsque la réglementation le permet ;
- Logiciels acquis :
 - 12 mois linéaire : Pour les logiciels communs du marché ;
 - 5 ans linéaire : Pour les logiciels complexes, ayant donné lieu à des travaux importants de mise en place.

— **Fonds pour risques bancaires généraux**

En application des dispositions réglementaires, le fonds pour risques bancaires généraux (F. R. B. G.) comprend l'ensemble des provisions réglementées non affectées à la couverture d'un risque de perte et prises en compte pour le calcul des fonds propres prudentiels.

— **Intérêts et commissions**

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis.

Les commissions et coûts liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont notamment assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû conformément à l'application du CRC 2009-03.

— **Commissions d'apporteurs d'affaires payées d'avance**

Des commissions ont été payées d'avance à certains apporteurs en contrepartie de l'apport de dossiers de financement sur une période donnée. Sauf disposition contractuelle contraire, ces commissions payées d'avance font l'objet d'un étalement sur la durée de la convention avec l'apporteur d'affaires. Un test d'impairment est réalisé à chaque clôture pour valider la cohérence entre la valeur nette comptable des actifs et leur valeur d'usage, et pour comptabiliser une provision si la valeur d'usage apparaît inférieure à la valeur nette comptable.

— **Engagements pour indemnités de fin de carrière et Médailles du travail**

Sorefi S.C.A. octroie à ses salariés des indemnités de fin de carrière (IFC) et de médailles de travail. Des provisions sont comptabilisées au passif du bilan pour couvrir les engagements futurs ces IFC.

L'évaluation de ces provisions est réalisée annuellement par le cabinet d'actuariat Mercer. Pour déterminer la charge de l'année, les engagements ont fait l'objet d'une actualisation financière au taux de 1,25 % contre 2% l'année précédente.

– Crédit d'impôt compétitivité emploi

Un produit à recevoir au titre du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) correspondant à 7,5% des rémunérations éligibles de l'année civile 2016 a été constaté pour un montant de 203 929,67 euros. Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit correspondant a été porté en diminution des charges de personnel.

– Impôt sur les bénéfices

A compter du 1er janvier 2016, Sorefi fait partie du périmètre de la consolidation fiscale mise en place au niveau de sa société mère GE Capital SAS-GEC SAS au titre du régime de groupe prévu à l'article 223 A du code général des impôts.

5. Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture n'a entraîné la modification des comptes au 31 décembre 2016.

6. Autres informations

– Consolidation des comptes

Les comptes de Sorefi S.C.A. sont consolidés dans le groupe GEC S.A.S. par la méthode de l'intégration globale.

– Contrôle fiscal

Sorefi S.C.A. ne fait l'objet d'aucun contrôle fiscal en cours au 31 décembre 2016.

– Informations relatives à la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale (art L511-45/ Avis CNC n°2009-11) :

Sorefi S.C.A. n'a pas d'implantation dans des territoires non coopératifs listés à l'article 1 de l'arrêté du 12 février 2010 pris en application du deuxième alinéa du 1 de l'article 238-0 A du Code général des impôts.

Note 2 : Produits sur concours à la clientèle

Eur	Au 31.12.16	Au 31.12.15
Revenus des opérations de crédit	20 886 456	22 412 094
Intérêts et produits assimilés	16 170 284	17 590 513
Commissions et produits assimilés	4 716 171	4 821 581
Charges des opérations de crédit	- 7 649 477	- 3 379 927
Intérêts et charges assimilées	- 7 316 057	- 2 998 954
Commissions et charges assimilées	- 333 420	- 380 973
Produits sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat	41 249 408	38 216 401
Loyers, indemnités et produits divers	36 914 452	31 552 092
Reprise de provisions	0	0
Plus-values de cessions	4 327 274	5 064 848
Récupérations sur créances amorties	3 472	2 170
Reprise des dépréciations créances douteuses	4 211	1 597 292
Charges sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat	- 31 887 818	- 30 874 265
Dotation aux amortissements	- 30 806 800	- 28 479 117
Dotation aux provisions	- 309 797	- 55 536
Moins-values de cessions	- 576 332	- 549 382
Pertes sur créances irrécouvrables	- 194 889	- 1 790 230
Dotation des dépréciations créances douteuses		
Produits sur opérations de location simple	7 751 885	8 561 554
Loyers, indemnités et produits divers	6 665 469	6 372 634
Reprise de provisions	0	17 445
Plus-values de cessions	1 074 770	1 804 247
Récupérations sur créances amorties		
Reprise des dépréciations créances douteuses	11 646	367 228
Charges sur opérations de location simple	- 6 289 664	- 6 531 496
Dotation aux amortissements	- 6 216 341	- 6 055 745
Dotation aux provisions	0	0
Moins-values de cessions	- 65 766	- 156 258
Pertes sur créances irrécouvrables	- 7 399	- 319 278
Dotation des dépréciations créances douteuses	- 158	- 216
Commissions sur apporteurs d'affaires	- 6 951 586	- 5 110 651
Total	17 109 205	23 293 711

Note 3 : Résultat des opérations financières

Eur	Au 31.12.16	Au 31.12.15
Opérations avec les établissements de crédit	5 343	903
Intérêts et produits assimilés	7 678	8 976
Intérêts et charges assimilées	- 2 335	- 8 073
Total	5 343	903

Note 4 : Détail du coût du risque

Eur	Au 31.12.16	Au 31.12.15
Variation nette des dépréciations sur créances douteuses Clientèle VAC	- 55 045	4 079 672
Pertes nettes sur créances irrécouvrables	- 1 574 383	- 2 306 971
Variation nette des dépréciations sur impayés	0	0
Variation nette des dépréciations sur encours sains	236 401	370 230
Total	- 1 393 027	2 142 931

Note 5 : Gains ou pertes sur actifs immobilisés

Eur	Au 31.12.16	Au 31.12.15
Gains sur actifs immobilisés	0	0
Immobilisations incorporelles	0	0
Immobilisations corporelles		
Pertes sur actifs immobilisés	51 467	- 46 189
Immobilisations incorporelles	0	0
Immobilisations corporelles	51 467	- 46 189
Total	51 467	- 46 189

Note 6 : Autres produits et autres charges d'exploitation**— Autres produits d'exploitation**

Eur	Au 31.12.16	Au 31.12.15
Autres produits d'exploitation bancaire	3 783 827	3 351 885
Produits accessoires	3 783 827	3 351 885
Autres produits divers		
Autres produits d'exploitation non bancaire	288 244	536 452
Produits accessoires		
Autres produits divers		
Provisions pour risques & charges	288 244	536 452
Total	4 072 072	3 888 337

— Autres charges d'exploitation

Eur	Au 31.12.16	Au 31.12.15
Autres charges d'exploitation bancaire	0,00	0,00
Autres charges diverses		
Autres charges d'exploitation non bancaire	- 121 660	- 2 062 268
Autres charges d'exploitation non bancaire (Debt Sales)	- 15 596	- 1 813 427
Provisions pour risques & charges	- 106 064	- 248 841
Autres charges diverses	0	- 1
Total	- 121 660	- 2 062 268

— Charges générales d'exploitation

Eur	Au 31.12.16	Au 31.12.15
Frais de personnel	- 4 969 768	- 4 682 366
Charges de retraite	- 423 922	- 402 838
Autres charges sociales	- 2 135 469	- 2 081 728

Impôts et taxes afférents aux frais de personnel	- 146 675	- 155 734
Participation et intéressements des salariés	- 196 904	- 252 113
Impôts et taxes non afférents aux charges de personnel	- 1 602 192	- 1 595 136
Autres frais administratifs	- 8 451 302	- 8 769 629
Total	- 17 926 232	- 17 939 546

— **Effectif moyen**

Exercice	Employés	Cadres	Total
2016	57	37	94
2015	80	35	115

— **Rémunération des organes de direction**

Au cours de l'exercice 2016 aucune rémunération n'a été versée par la société aux membres des organes d'administration, de direction et de surveillance. Ces rémunérations sont prises en charge par le GIE GE DOM et GEMB qui sont par la suite intégrées au travers des management fees dans la refacturation globale des charges du GIE GE DOM conformément à la convention en vigueur.

Note 7 : Impôt sur les bénéfices

Eur	Au 31.12.16	Au 31.12.15
Impôt exigible de l'exercice	- 2 373 790	- 3 272 276
IFA	0	0
Impôt sur les bénéfices	- 2 373 790	- 3 272 276

Note 8 : Opérations avec la clientèle

Eur	Au 31.12.16	Au 31.12.15
Encours sain net	239 723 219	231 628 642
Encours sain	239 723 219	231 628 642
Encours douteux net	8 598 150	9 344 697
Encours douteux	38 687 113	39 378 615
<i>Dont compromis</i>	<i>22 156 966</i>	<i>22 538 131</i>
Dépréciation des créances sur la clientèle	- 30 088 963	- 30 033 918
<i>Dont compromis</i>	<i>- 21 341 629</i>	<i>- 21 617 995</i>
Total actif	248 321 369	240 973 340

Note 8 bis : Passage du bilan social au bilan financier justification de la marge financière

Euro	Social	Financier
Encours sains	111 834 914	119 409 203
Immobilisations nettes ou Capital restant dû	111 472 098	119 058 128
Immobilisation en cours		
Impayés sains	349 790	349 790
ICNE	13 027	1 285
Encours douteux	17 567 256	21 877 626
Capital restant dû	0	4 310 371
Impayés douteux	17 567 256	17 567 256
ICNE		
Dépréciations de créances douteuses	- 15 862 504	- 15 620 486
Encours nets	113 539 665	125 666 343
Divers		
Marge financière		- 10 476 869
Loyers perçus d'avance ou Agios perçus d'avance	- 5 558 574	- 2 762 927
Dépréciation de CRD douteux	- 41 821	- 54 517
Complément de provisions	0	- 4 432 761
Provision pour marge financière négative		
Total	107 939 270	107 939 270

Note 8 ter : Dépréciation d'actif

— Opérations avec la Clientèle

Eur	Au 31.12.15	Dotation	Reprise	Au 31.12.16
Créances douteuses	30 033 919	1 468 920	- 1 413 875	30 088 964
<i>dont compromis</i>	25 079		- 5 405	19 674
Total	30 033 919	1 468 920	- 1 413 875	30 088 964

— Crédit-bail et location avec option d'achat

Eur	Au 31.12.15	Dotation	Reprise	Au 31.12.16
Créances douteuses	14 044 191	175 061	- 4 211	14 215 041
<i>dont compromis</i>	4 889	869		5 758
Immobilisations	238 998	134 736		373 734
Total	14 283 189	309 797	- 4 211	14 588 775

— Location simple

Eur	Au 31.12.15	Dotation	Reprise	Au 31.12.16
Créances douteuses	1 700 772	158	- 11 646	1 689 285
<i>dont compromis</i>	316	158		474
Immobilisations	0			0
Total	1 700 772	158	- 11 646	1 689 285

— Autre dépréciation d'actif

– Opérations avec la Clientèle

Eur	Au 31.12.15	Dotation	Reprise	Au 31.12.16
Provision débiteurs divers Apporteurs	0			0
Total	0	0	0	0

Note 9 : Immobilisations

Eur	Valeur nette Au 31.12.15	Valeur brute Au 31.12.15	Variation 2016	Valeur brute Au 31.12.16	Amortisse- ments ou provisions cumulés Au 31.12.16	Valeur nette Au 31.12.16
Immobilisations incorporelles	1 636	42 325	- 22	42 303	- 41 082	1 221
- Exploitation	1 636	42 325	- 22	42 303	- 41 082	1 221
Immobilisations corporelles	314 123	1 628 644	80 081	1 708 724	- 1 434 773	273 951
- Exploitation	314 123	1 628 644	80 081	1 708 724	- 1 434 773	273 951
- Hors exploitation	0	0	0	0	0	0
Immobilisations financières	300	300	0	300	0	300
- Titres de participation	300	300	0	300	0	300

Note 10 : Ventilation par durée résiduelle et éligibilité

Eur	Dettes et créances rattachées		Autres éléments non ventilables (1)		Moins de trois mois (2)		De 3 mois à 1 an	
	Au 31.12.16	Au 31.12.15	Au 31.12.16	Au 31.12.15	Au 31.12.16	Au 31.12.15	Au 31.12.16	Au 31.12.15
Actif								
Créances sur les établissements de crédit non éligibles au refinancement de l'IEDOM	0	0	646 923	855 304			-	-
Créances sur la clientèle non éligibles au refinancement de l'IEDOM	941 035	906 476	37 503 777	34 041 817	21 288 334	21 897 887	57 542 910	57 831 753
Passif								
Dettes envers les établissements de crédit					0	3 200	-	-
Comptes créditeurs de la clientèle	369 658	174 410	27 880 662	6 550 340	15 000 000	7 406 957	125 800 000	56 000 000
Emprunts subordonnés	0	567	-	-			-	-

(1) Les « Autres éléments non ventilables » correspondent notamment aux créances douteuses nettes de provisions et aux impayés nets de provisions

(2) Y compris les comptes à vue.

Eur	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
-----	-----------------	---------------	-------

	Au 31.12.16	Au 31.12.15	Au 31.12.16	Au 31.12.15	Au 31.12.16	Au 31.12.15
Actif						
Créances sur les établissements de crédit non éligibles au refinancement de l'IEDOM	-	-	-	-	646 923	855 304
Créances sur la clientèle non éligibles au refinancement de l'IEDOM	157 922 673	149 651 225	1 356 345	539 801	276 555 074	264 868 960
Passif						
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-	0	3 200
Comptes créditeurs de la clientèle	125 000 000	170 000 000	0	0	294 050 321	240 131 707
Emprunts subordonnés	-	-	0	28 800 000	0	28 800 567

Note 11 : Opérations avec les entreprises liées, filiales et participations

Eur	Au 31.12.16		Au 31.12.15	
	Total	Dont entreprises liées (1)	Total	Dont entreprises liées (1)
Actif				
Créances sur les établissements de crédit	646 923	280 383	855 304	237 878
Créances sur la clientèle	276 555 074		264 868 960	
Autres actifs	7 315 855		4 866 292	
Comptes de régularisation	2 594 291	595 078	3 759 639	591 173
Passif				
Dettes envers les établissements de crédit	0		3 200	
Comptes créditeurs de la clientèle	294 050 321	124 635 238	240 131 707	151 623 162
Autres passifs	16 951 652		13 907 036	
Comptes de régularisation	5 796 611		5 002 212	
Hors bilan				
Engagements reçus	10 131 977	0	8 976 408	0
Engagements donnés	751 167	0	6 428 476	0

(1) Opérations se rapportant à des entreprises susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable

Note 12 : Opérations de crédit-bail et de location simple

Eur	Crédit-bail et location avec option d'achat		Location simple	
	Au 31.12.16	Au 31.12.15	Au 31.12.16	Au 31.12.15
Immobilisations nettes				
Immobilisations (1)	94 894 111	76 112 305	16 951 721	15 305 247
- Dépréciations des encours	(373 734)	(238 998)	0	0
Créances rattachées				
Comptes débiteurs de la clientèle (2)	4 478 169	4 322 998	593 696	506 051
Total	98 998 546	80 196 306	17 545 417	15 811 298

(1) Immobilisations

Eur	Valeur nette Au 31.12.15	Valeur brute Au 31.12.15	Variation 2016	Valeur brute Au 31.12.16	Amortissements cumulés Au 31.12.16	Valeur nette Au 31.12.16
Crédit-bail	76 112 305	137 509 809	21 530 103	159 039 911	-64 145 800	94 894 111
Location simple	15 305 247	26 168 921	2 412 388	28 581 309	-11 629 588	16 951 721

(2) Comptes débiteurs de la clientèle

Eur	Crédit-bail et location avec option d'achat		Location simple	
	Au 31.12.16	Au 31.12.15	Au 31.12.16	Au 31.12.15
Créances saines nettes	2 963 378	2 817 508	412 059	340 356
Créances douteuses nettes	1 514 791	1 505 490	181 637	165 695
Créances douteuses	15 729 832	15 549 681	1 870 921	1 866 468
dont compromis	15 302 907	14 926 554	1 821 963	1 819 813
Dépréciation des créances	-14 215 041	-14 044 191	-1 689 285	-1 700 772

<i>dont compromis</i>	-13 957 672	-13 658 120	-1 668 313	-1 683 016
<i>Total</i>	4 478 169	4 322 998	593 696	506 051

Note 13 : Autres actifs et autres passifs**— Autres actifs**

Eur	Au 31.12.16	Au 31.12.15
Dépôts et cautions versées	70 255	70 255
Etat & collectivités publiques	6 966 333	4 612 515
Fournisseurs Débiteurs	80 389	82 474
Divers	198 878	101 048
Total	7 315 855	4 866 292

— Autres passifs

Eur	Au 31.12.16	Au 31.12.15
Dépôts de garantie reçus sur location	34 174	24 957
Etat et collectivités publiques	6 719 209	4 252 011
Assurances et entretien	450 470	499 742
Apporteurs et partenaires	3 256 520	2 443 192
Organismes sociaux & Personnel	2 284 098	2 349 021
Divers	4 207 181	4 338 114
Total	16 951 652	13 907 036

Note 14 : Comptes de régularisation**— Actif**

	Au 31.12.16	Au 31.12.15
Valeurs reçues à l'encaissement	212	0
Charges constatées d'avance		
- Produits à recevoir	1 749 047	1 903 475
- Apporteurs	723 924	1 644 921
- Agios payés d'avance	0	0
- Autres charges à répartir	32 508	2 191
- Divers	88 600	209 051
Total	2 594 291	3 759 639

— Passif

	Au 31.12.16	Au 31.12.15
Produits constatés d'avance sur opérations de location	5 558 135	4 780 560
Produits constatés d'avance sur opérations de crédit	439	1 805
Charges à payer		
- Fournisseurs		
- Personnel		
- Charges fiscales		
Compte de régularisation divers	238 037	219 846
Total	5 796 611	5 002 212

En 2014, le poste « *Charges à payer – Fournisseurs* » (compte de régul) était composé essentiellement de la facture au GIE et d'un compte apporteurs à payer (dossier FIBOS) pour 4,16 M€.

En 2015 les comptes correspondants s'élèvent à 4,17 M€ et ont été reclassés dans la rubrique « *Autres passifs – Divers* ».

En 2014 le compte 38890M était éclaté à tort dans 2 postes différents : « *Autres actifs – Divers* » pour 1,1 M€ et « *Compte de régul Passif-Divers* » pour -1,1 M€.

En 2015 ce compte a été classé en « *Compte de régul Actif* ».

Note 15 : Détail des provisions

— Provisions au passif

	Au 31.12.15	Dotation	Reprise	Au 31.12.16
Provisions non bancaires				
Provisions pour charges (*)	956 149	106 064	- 288 244	773 968
Provisions pour risques	0	5 430 407		5 430 407
Provisions pour risques - apporteurs	0			0
Provisions bancaires				
Impayés	0			0
Encours	37 562			37 562
Provision Passive	8 609 505	1 261 591	- 1 497 992	8 373 104
Total	9 603 216	6 798 062	- 1 786 237	14 615 042
(*) Les provisions pour charges comprennent notamment : La provision pour médaille du travail pour 332 050 € La provision pour Indemnités de Fin de Carrière pour 332 244 € Ces 2 dernières provisions sont déterminées par un cabinet d'actuaire extérieur « Mercer » selon les règles comptables en vigueur. Ces provisions sont actualisées annuellement.				

Note 16 : Dettes subordonnées

Eur	Au 31.12.16	Au 31.12.15
Emprunt GEC SAS à durée indéterminée	0	28 800 000
Dettes rattachées	0	567
Total	0	28 800 567

Il s'agit d'un emprunt subordonné à durée indéterminée, datant du 31 décembre 2003

Le montant nominal de l'emprunt est de 28 800 000 Euros.

Le taux d'intérêt est l'Euribor3 + 0,85 points de base. Les intérêts sont servis trimestriellement.

Note 17 : Tableau de variation de la situation nette

(En milliers d'euros)		Capital (1)	Réserve légale	Réserve générale	Report à nouveau	Primes de fusion et d'apport	Résultat	Total des capitaux propres
2014	Ouverture après affectation du résultat de 2013	12 294	738	1 148	27 650	90 956	7 716	140 502
	Résultat de l'année 2014						6 339	
	Capitaux propres avant affectation	12 294	738	119	132	47 213	6 339	66 835
	Affectation du résultat 2014 (2)				6 339		-6 339	
2015	Capitaux propres après affectation	12 294	738	119	6 471	47 213	0	66 835
	Résultat de l'année 2015						5 972	
	Capitaux propres avant affectation	12 294	738	119	6 471	47 213	5 972	71 736
	Affectation du résultat 2015 (2)		492		5 480		-5 972	
2016	Capitaux propres après affectation	12 294	1 229	119	11 951	47 213	0	66 835
	Résultat de l'année 2016						-708	
	Capitaux propres avant affectation	12 294	1 229	119	11 951	47 213	-708	72 099
	Affectation du résultat 2016 (2)				-708		708	
Capitaux propres après affectation		12 294	1 229	119	11 243	47 213	0	72 099
(1) Conformément à la loi, il est rappelé que Sorefi est détenue à hauteur de 98,923% par GEC SAS et est consolidée par intégration globale dans les états financiers de GE France SNC								
Les autres associés sont : GE Money Bank (1,077 %)								
(2) Sous réserve de l'approbation de l'assemblée générale.								

(En milliers d'euros)		Dividende	Nombre d'actions existantes	Quote-part de chaque action dans les capitaux propres (en euros)	Résultat par actions
Ouverture après affectation du résultat de 2013			819 617	171	

2014	Résultat de l'année 2014				
	Capitaux propres avant affectation		819 617	82	
	Affectation du résultat 2014 (2)				0
2015	Capitaux propres après affectation		819 617	82	
	Résultat de l'année 2015				
	Capitaux propres avant affectation		819 617	82	
2016	Affectation du résultat 2015 (2)				0
	Capitaux propres après affectation		819 617	82	
	Résultat de l'année 2016				
	Capitaux propres avant affectation		819 617	82	
	Affectation du résultat 2016 (2)				0,00
	Capitaux propres après affectation		819 617	88	
(2) Sous réserve de l'approbation de l'assemblée générale.					

— Immobilisations au 31 décembre 2016

Désignation	Immobilisations				Amortissements				Valeurs nettes comptables
	Valeurs brutes début exercice	Mouvements 2016	Cessions	Valeurs brutes fin d'exercice	Montant début exercice	Mouvements 2016	Dépréciations	Montants fin d'exercice	
Crédit-bail / LOA	137 509 809	62 676 566	41 146 464	159 039 911	61 397 503	30 806 800	28 058 503	64 145 800	94 894 111
Location simple	26 168 921	11 729 940	9 317 552	28 581 309	10 863 674	6 216 341	5 450 427	11 629 588	16 951 721
Biens loués	163 678 730	74 406 506	50 464 016	187 621 220	72 261 177	37 023 141	33 508 930	75 775 388	111 845 832
Programmes informatiques	42 325	0	22	42 303	40 689	393		41 082	1 221
Immob incorporelles	42 325	0	22	42 303	40 689	393	0	41 082	1 221
Terrains									
Bureaux									
Amenagt / terrain chaudron									
Materiel et outillage	1 265 633	107 560	32 545	1 340 648	1 093 343	100 689	10 700	1 183 333	157 315
Agencets instal bureau	363 011	5 066		368 077	221 177	30 263		251 440	116 637
Immob corporelles	1 628 644	112 625	32 545	1 708 725	1 314 520	130 952	10 700	1 434 773	273 952
Immob d'exploitation	1 670 968	112 625	32 567	1 751 027	1 355 209	131 345	10 700	1 475 854	275 173
Terrain									0
Constructions									0
Agencets & mobilier									0
Immob hors exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total biens propres	1 670 968	112 625	32 567	1 751 027	1 355 209	131 345	10 700	1 475 854	275 173

Résultats de la société au cours des cinq derniers exercices

Exercice	2012	2013	2014	2015	2016
Capital en fin d'exercice					
Capital social	9 030 285	12 294 255	12 294 255	12 294 255	12 294 255
Nombre des actions ordinaires existantes	602 019	819 617	819 617	819 617	819 617
Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes	-	-	-	-	-
Nombre maximal d'actions futures à créer	-	-	-	-	-
- Par conversion d'obligations	-	-	-	-	-
- Par exercice de droits de souscription	-	-	-	-	-
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors taxes	59 564 152	69 300 509	65 747 818	65 642 979	67 270 582
Résultat avant impôt, participation des salariés	15 684 934	12 410 708	9 660 595	8 459 433	1 994 072
Et charges calculées (amortissements et provisions)	193 891	177 306	244 235	33 702	131 345
Impôt sur les bénéfices	2 886 578	4 181 673	2 812 819	3 272 276	2 373 790
Participation des salariés due au titre de l'exercice	466 047	335 529	264 056	252 113	196 904
Résultat après impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	12 138 419	7 716 200	6 339 485	4 901 342	-707 967
dont plus-values nettes à long terme	-	-	-	-	-
Résultat distribué			80 006 458		

Résultat par action					
Résultat après impôt et participation des salariés mais avant charges calculées (amortissements et provisions)	20	10	8	6	-1
Résultat après impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	20	9	8	6	-1
Dividende net attribué à chaque action	0	0	98	0	0
Avoir fiscal					
Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	118	116	115	115	94
Montant de la masse salariale de l'exercice	4 931 682	4 824 587	4 794 950	4 682 366	4 969 768
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvres sociales,)	2 494 505	2 439 391	2 568 556	2 484 567	2 559 391
<i>(1) Avoir fiscal en fonction de la législation en vigueur</i>					

V. — Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2016

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- Le contrôle des comptes annuels de la Société Réunionnaise de Financement – Sorefi S.A. (ex – Société Réunionnaise de Financement – Sorefi S.C. A.), tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- La justification de nos appréciations ;
- Les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Gérance. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Règles et méthodes comptables

La partie « Opérations de crédit-bail et de location simple » du paragraphe 4 « Principes comptables et méthodes d'évaluation », de la note 1 de l'annexe, expose les règles et méthodes comptables relatives aux immobilisations corporelles données en crédit-bail et en location.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

- Estimations comptables

Au titre du provisionnement du risque de crédit, votre société constitue des dépréciations spécifiques et des provisions statistiques destinées à couvrir les risques inhérents à ses activités, comme présenté dans les notes 1, 4, 8, 8 bis, 8 ter, 12 et 15 de l'annexe aux états financiers.

Dans le cadre de notre appréciation de ces estimations, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi du risque de crédit, à l'appréciation du risque de non-recouvrement et à leur couverture par des dépréciations spécifiques et des provisions statistiques.

Les appréciations ainsi apportées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la Gérance et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Paris et Paris-La Défense, le 18 avril 2017

Le commissaire aux comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
Fabrice Odent

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.

1703589